



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2024/18122024/18

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024123-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2024

Publication : 19/12/2024

DÉLIBÉRATIONS



Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024123-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2024

Publication : 19/12/2024

18 ATTRIBUTION MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES D'ASSURANCES

MESDAMES, MESSIEURS,



Les actuels marchés de services d'assurances du C.C.A.S. de Rouen arrivent à échéance le 31 décembre 2024.

Il convient de souscrire les nouveaux contrats d'assurances relatifs aux risques :

- Lot n°1 – Assurance des dommages aux biens et des risques annexes,
- Lot n°2 – Assurance des responsabilités et des risques annexes ;
- Lot n°3 – Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes ;
- Lot n°4 – Assurance de la protection juridique de la collectivité ;
- Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaire et titulaire du C.C.A.S.

Par délibération du 21 juin 2024, il a été convenu que ce contrat puisse bénéficier d'une durée de 5 ans. Cette durée a été revue à la baisse, soit 4 ans, afin de permettre au C.C.A.S. et à la Ville de mettre en place un groupement de commandes pour le prochain marché de services assurances. En l'occurrence le marché débutera le 1^{er} janvier 2025 et expirera le 31 décembre 2028.

Conformément aux articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2 1 du Code de la Commande Publique, une procédure d'appel d'offres ouvert a été réalisée.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) a été publié le 28 octobre 2024 au JOUE, au BOAMP et sur mpe76.

La date limite de réception des offres a été fixée au 28 novembre 2024 à 12h00.

L'ouverture des plis a été effectuée le 28 novembre 2024, les 9 candidatures reçues ont été jugées recevables.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots N°1 à 4 :

Critères	Pondération
1- Valeur technique	55
2- Prix	45

Pour le lot N°5 :

Critères	Pondération
1- Valeur technique	30
2- Prix	40
3- Assistance technique	30

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024123-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2024
Publication : 19/12/2024

Pour l'ensemble des lots, les échelles de notation des sous-critères de la valeur technique sont les suivantes :

Grille de notation sur 5

5 : Correspond exactement à la demande
4 : Se rapprochant
3 : Différente mais acceptable
2 : Eloignée
1 : Très éloignée

Grille de notation sur 10

10 : Correspond exactement à la demande
Entre 7 et 9 : S rapprochant
Entre 5 et 6 : Différente mais acceptable
Entre 3 et 4 : Eloignée
Entre 1 et 2 : Très éloignée

Assistance technique :

Les échelles de notation des sous-critères sont les suivantes :

Grille de notation sur 5

5 : Très bien
4 : Bien
3 : Assez bien
2 : Moyen
1 : Insuffisant

Grille de notation sur 10

10 : Très bien
Entre 7 et 9 : Bien
Entre 5 et 6 : Assez bien
Entre 3 et 4 : Moyen
Entre 1 et 2 : Insuffisant

À la suite de l'analyse des offres, les candidats suivants sont retenus :

Nature du lot	Libellé du lot	Nom ou Raison Sociale de la société	Montant- annuel T.T.C.
Lot 1	Assurance des dommages aux biens et des risques annexes	RELYENS	17 045,41 €
Lot 2	Assurance des responsabilités et des risques annexes	SMACL	4 430,66 €
Lot 3	Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes	GOUPIL / AXA	20 997,07 €
Lot 4	Assurance de la protection juridique de la collectivité	RELYENS MUTUAL	829,00 €
Lot 5	Assurance des prestations statutaires	WTW / CNP	174 632,44 €

La Commission d'Appel d'Offres du C.C.A.S. de Rouen s'est réunie le 18 décembre 2024.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Fixer la durée dudit contrat à un an renouvelable 3 fois à compter du 1^{er} janvier 2025,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024123-DE

- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer et à notifier les marchés et les éventuels avenants en moins-value ou dépourvus d'incidence financière ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial.

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2024
Publication : 19/12/2024

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2 1 du Code de la Commande Publique,

VU l'Article R. 123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 21 juin 2024 relative au lancement de la procédure d'appel d'offres ouverte - marché à procédure adaptée de services d'assurances : dommage aux biens, responsabilité civile, flotte automobile, protection juridique, risques statutaires,

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 18 décembre 2024,

CONSIDÉRANT la nécessité d'attribuer ces marchés,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Fixe la durée dudit contrat à un an renouvelable 3 fois à compter du 1^{er} janvier 2025,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer et à notifier les marchés et les éventuels avenants en moins-value ou dépourvus d'incidence financière ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial :

Nature du lot	Libellé du lot	Nom ou Raison Sociale de la société	Montant- annuel T.T.C.
Lot 1	Assurance des dommages aux biens et des risques annexes	RELYENS	17 045,41 €
Lot 2	Assurance des responsabilités et des risques annexes	SMACL	4 430,66 €
Lot 3	Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes	GOUPIL / AXA	20 997,07 €
Lot 4	Assurance de la protection juridique de la collectivité	RELYENS MUTUAL	829,00 €
Lot 5	Assurance des prestations statutaires	WTW / CNP	174 632,44 €

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024123-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2024

Publication : 19/12/2024

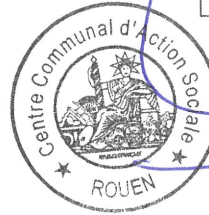
- Précise que les dépenses en résultant seront imputées à compter du budget 2025-26 suivants, sur les crédits ouverts :

- LOTS 1,2,3,4 :
 - Budget Principal : compte 616 chapitre 011
 - Budget annexes : compte 616 groupe 3
- LOT 5 :
 - Budget Principal : compte 6455 chapitre 012
 - Budgets Annexes : compte 616 groupe 3



Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,



Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.